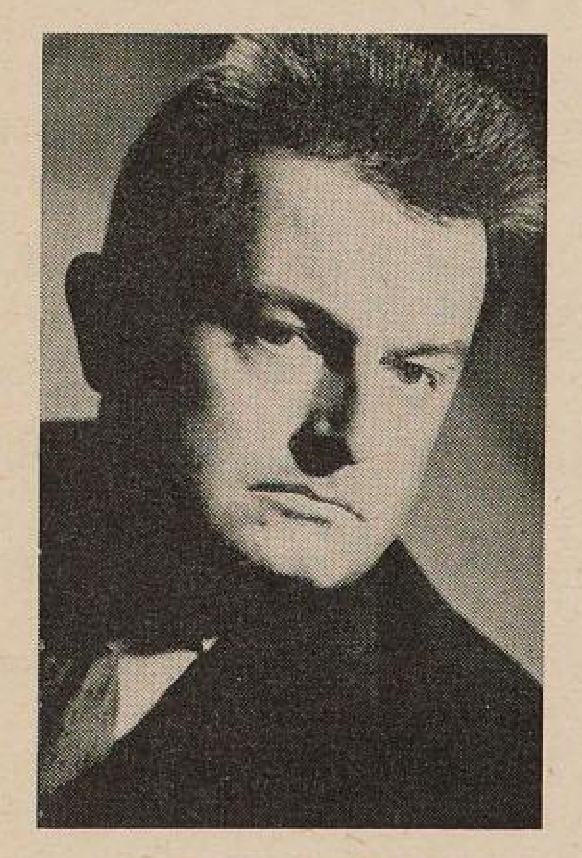
Elections Législatives du 5 Mars 1967 — 2e Circonscription de Seine-Saint-Denis


JEAN DESTRÉE

JEAN DESTRÉE

Hôtelier, Directeur de "Quatre Vingt Treize - Le Dionysien", Journal de Seine-Saint-Denis, 37 ans, marié 3 enfants.

CANDIDAT CENTRISTE ET NATIONAL
présenté par le CLUB DIONYSIEN
et soutenu par le CENTRE DÉMOCRATE

(Président National Jean LECANUET)

Remplaçant éventuel : **Delphin BRESSY** Contremaître
Président du Club Dionysien, 65 ans, marié 2 enfants.

Citoyennes, Citoyens,

Le 5 Mars, vous voterez pour désigner votre député. Le **Club Dionysien**, *soutenu par le* **Centre Démocrate** *présente à vos suffrages deux hommes honorablement connus dans votre ville. Ces hommes se présentent devant vous en manifestant publiquement que* **les institutions de la Ve République sont les institutions de la France.** *Voilà, avant tout autre choix, la clause fondamentale de leur profession de foi. Contre ceux qui n'hésitent pas à rappeler sur la France les démons de l'instabilité politique en cherchant à s'approprier les institutions nationales, ils affirment que le bien commun n'est pas une affaire de partisans et que la Constitution survit à l'élection. Contre ceux qui jouent une stabilité à court terme sur la vie d'un homme prestigieux, ils prétendent, eux, fonder la stabilité continue du présent et de l'avenir sur le point de rencontre de la majorité des français*

Le choix du 5 Mars n'est pas entre le présent et le passé. Il est entre le présent et l'avenir.

Depuis la guerre, il a fallu vingt ans de labeur obscur et quotidien de tous les français pour faire une France rajeunie.

Une nouvelle société s'élabore par l'accélération du progrès technique, la mutation des structures économiques et la migration de millions de personnes. Il faut organiser de façon démocratique les multiples conséquences de ces transformations.

INSTITUTIONS ET LIBERTÉS PUBLIQUES

Aucune politique démocratique n'est possible sans un **gouvernement stable** contrôlé par un **parlement libre** d'exercer tous ses pouvoirs constitutionnels. Les citoyens doivent être appelés à **prendre des responsabilités.** La continuité de la stabilité passe par le Centre, point de rencontre de la majorité des français qui refusent à la fois les jeux stériles du passé, les extrémismes de droite et de gauche. **La stabilité** doit survivre au général de Gaulle lorsqu'il quittera la scène politique. **L'équilibre des pouvoirs** doit être garanti. La **liberté** des citoyens doit être renforcée. En particulier, **l'indépendance des juges** doit être exigée, la **liberté de l'information** (presse, radio, télévision, cinéma) doit être assurée. Pour mettre fin aux déchirements du passé, une **amnistie totale** s'impose.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'initiative privée doit être orientée par une **planification démocratique** mettant l'économie au service des hommes.

Les **mutations des entreprises** doivent être harmonisées en tenant compte des impératifs humains et des nécessités techniques. Les **représentants des salariés** doivent participer aux transformations. Les abus **des ententes et des monopoles** doivent être maîtrisés. Il faut **aider les petites et moyennes entreprises** en facilitant notamment leur accès aux moyens de financement.

Un budget d'encouragement à **l'investissement productif** et une **fiscalité dynamique,** une **réorganisation du marché financier** sont à préconiser. Ce n'est que par la **lutte efficace contre les spéculations** telles que celles qui affectent le domaine foncier que l'on pourra revaloriser le marché des valeurs mobilières, rassurer les épargnants, "populariser" la bourse.

Il convient de développer **l'effort de recherche.**


DELPHIN BRESSY
Remplacement éventuel

L'**aménagement du territoire** doit être réel. Il faut faire des régions de programme de **véritables collectivités locales** démocratiquement représentées par des conseils élus.

JUSTICE SOCIALE

Organiser la société pour l'homme, c'est vouloir les structures d'une société ouverte.

Cet impératif se concrétise plus particulièrement dans **le droit au travail** et le **retour au plein emploi** A Saint-Denis, notamment, il faut préconiser une politique d'accueil de nouvelles industries venant remplacer les entreprisent qui nous quittent.

Il faut encore compléter la loi sur la **formation professionnelle,** promouvoir une **politique familiale active.** La prise en charge par la collectivité des personnes que **l'âge** ou la **maladie** empêchent de participer à la vie productive doit être recherchée. Les **femmes** doivent pouvoir effectuer un libre choix de leur mode de vie sans avoir à sacrifier leur foyer ou leur métier.

A ces problèmes, il faut joindre la question des **deux priorités** qui marqueront la prochaine législature : le **logement** et **l'école.**

Les investissements de l'Etat doivent être orientés en priorité vers la **construction,** surtout de **logements sociaux.**

Il s'agit aussi de définir une politique de l'enseignement tenant compte des aspirations de la **population** et des **besoins de l'économie.**

Des postes supplémentaires doivent être créés dans l'enseignement du 1er degré. Les programmes du second degré doivent être allégés. L'enseignement supérieur doit être accessible aux enfants des familles modestes. Le **système des bourses,** injuste et périmé, doit être refondu.

La **sécurité sociale** doit être réformée et son déficit structurel et croissant comblé. Il convient de réduire le coût de son fonctionnement.

Une **politique de la jeunesse et des loisirs** doit être pratiquée notamment par l'implantation d'équipements collectifs (cadres, stades, piscines, salles de culture physique, maisons de jeunes).

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Face aux très grandes puissances aux dimensions continentales (U.S.A., U.R.S.S., CHINE) la **prospérité,** la **sécurité, l'indépendance** de la France ne seront préservées que dans une communauté plus vaste : **l'Europe unie** et communautaire. Seule, elle permettra d'assurer à l'intérieur d'une Alliance Atlantique rénovée **l'égalité des droits et moyens,** elle confirmera la **détente avec l'Est** et permettra le règlement des grands problèmes en suspens. Elle pourra devenir un médiateur influent dans le règlement des conflits (Vietnam).

La force de frappe doit être organisée dans un **cadre européen** pour être efficace.

La France doit demeurer dans le **pacte atlantique** qui sera renouvelé et rénové en 1969. Elle pourra œuvrer à une politique de paix et de **désarmement universel.**

PROBLEMES DIVERS

Les problèmes propres aux **Anciens Combattants** de toutes les guerres (y compris celle d'Algérie), aux **rapatriés,** aux **cadres,** à l'**artisanat,** aux **commerçants,** etc... doivent trouver une solution satisfaisante.

PROBLÊMES LOCAUX

Les problèmes locaux (métro, ouverture du parc de la Légion d'Honneur, éauipement, stationnement, téléphone) doivent être résolus.

SAINT-DENIS DOIT ENFIN CESSER D'ÊTRE LA CITÉ PARTISANE SOUMISE AU POUVOIR OMNIPOTENT DU PARTI COMMUNISTE

Tels sont, à notre avis, les choix à faire, les priorités à établir, les objectifs à atteindre pour construire une société de progrès et de justice.

Le 5 Mars, vous voterez et ferez voter POUR JEAN DESTRÉE, CANDIDAT CENTRISTE ET NATIONAL, présenté par le CLUB DIONYSIEN et soutenu par le CENTRE DÉMOCRATE.

Vu : le candidat

Imp. LECERF - St-Denis, 752-00-36